

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2006 — 3412

[2006/202819]

**20 JUILLET 2006. — Décret relatif à la concertation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des Centres P.M.S. subventionnés**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Le présent décret s'applique aux pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres P.M.S. subventionnés par la Communauté française, à l'exception des pouvoirs organisateurs de l'enseignement supérieur non universitaire conformément à l'article 5 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

§ 2. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° Organes de représentation : les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres P.M.S. reconnus par le Gouvernement, répondant aux critères de l'article 5<sup>bis</sup> de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

2° Comité : le comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres P.M.S. subventionnés reconnus par le Gouvernement tel qu'instauré par l'article 3 du présent décret.

**Art. 2.** L'emploi dans le présent décret des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

CHAPITRE II. — *Du comité de concertation*

**Art. 3.** Il est créé un comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres P.M.S. subventionnés reconnus par le Gouvernement.

**Art. 4.** Sont pris, après concertation du comité et pour autant qu'ils aient une incidence directe sur l'action des pouvoirs organisateurs, les textes normatifs établis dans le cadre de la politique générale des matières suivantes :

a) Les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et les structures propres à les atteindre;

b) Les orientations générales, les missions, l'organisation des centres P.M.S.;

c) Les orientations générales ou la durée des études;

d) La structure générale et l'organisation de l'enseignement;

e) Les conditions d'admission, d'inscription, de réinscription, d'exclusion, d'accès et de passage des élèves ou étudiants;

f) Le règlement général des études et des examens, là où ils existent;

g) La régulation de l'offre d'enseignement, la programmation, les lieux et les règles de la concertation, les normes de création et de maintien;

h) Le mode de définition et de révision des compétences socles, des compétences terminales et des savoirs;

i) Les modalités d'approbation des programmes d'enseignement ou d'activité par le Gouvernement;

j) L'évaluation externe;

k) La politique de discrimination positive;

l) Le subventionnement et ses modalités;

m) Les modes de vérification et de publicité des comptes annuels dans la mesure où elles imposeraient des règles complémentaires aux règles déjà applicables et propres à la nature juridique des pouvoirs organisateurs;

n) Le financement des bâtiments;

o) Les modalités de la gratuité de l'enseignement et son application;

p) La politique, la répartition et la mise à disposition d'équipements spécifiques des établissements d'enseignement;

q) Les avantages sociaux et autres accordés aux écoles;

r) le financement, le fonctionnement et l'équipement des pouvoirs organisateurs en ce compris le bénéfice et la répartition globale des contrats ACS (agent contractuel subventionné), APE (aide à la promotion de l'emploi), PTP (programme de transition professionnelle) ...;

s) Les règles statutaires du personnel subventionné;

t) La réaffectation et la gestion des emplois;

u) La formation des membres du personnel en cours de carrière.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le comité de concertation des pouvoirs organisateurs de l'enseignement est composé d'une délégation de l'autorité et d'une délégation des organes de représentation.

§ 2. La délégation de l'autorité, y compris le président et le cas échéant, le(s) vice(s) président(s), se compose au maximum de 10 membres.

La délégation de l'autorité comprend les Ministres qui ont l'enseignement dans leurs attributions, le Ministre du Budget, ou leurs délégués dûment mandatés.

Les autres membres de la délégation de l'autorité sont choisis par le président parmi les personnes qui, à quelque titre que ce soit, ont qualité pour engager le Gouvernement de la Communauté française.

Le président et le(s) vice(s) président(s) sont désignés par le Gouvernement. Ils peuvent se faire remplacer par un délégué dûment mandaté.

La délégation de l'autorité peut se faire accompagner par des techniciens. Le nombre de techniciens ne peut cependant excéder le nombre de membres présents.

§ 3. La délégation des organes de représentation se compose de 10 membres. Chaque organe de représentation choisit librement ses représentants.

La délégation se compose au maximum de :

- 4 membres représentant le Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique;
- 1 membre représentant la Fédération des Etablissements Libres Subventionnés Indépendants;
- 3 membres représentant le Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces;
- 2 membres représentant le Conseil des Pouvoirs organisateurs de l'Enseignement Officiel Neutre Subventionné.

La délégation des organes de représentation peut se faire accompagner par des techniciens. Le nombre de techniciens de chaque délégation ne peut cependant excéder le nombre de membres qui constituent cette dernière.

**Art. 6.** Le président veille au bon fonctionnement du Comité et désigne le secrétaire de celui-ci, ainsi que le service administratif qui organise le secrétariat. Le Comité établit son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci est approuvé par le Gouvernement.

### CHAPITRE III. — *La procédure de concertation*

**Art. 7.** Une question est soumise à la concertation au sein du comité compétent à l'initiative de l'autorité ou d'un organe de représentation.

En vue de la concertation, les organes de représentation reçoivent toute documentation nécessaire.

**Art. 8.** Le président établit l'ordre du jour en tenant compte des initiatives visées à l'article 7 du présent décret. Il fixe la date des réunions. Il dirige les débats et assure l'ordre des réunions.

L'ordre du jour mentionne dans lequel des deux délais prévus à l'article 12 la concertation doit être terminée.

**Art. 9.** Le secrétaire fait parvenir les convocations contenant l'ordre du jour aux membres de la délégation de l'autorité ainsi qu'aux organes de représentation au moins dix jours ouvrables avant la date de la réunion

Dans les cas où le président estime qu'il y a urgence, il peut réduire le délai à trois jours ouvrables, sans que cela entraîne nécessairement l'application de l'article 12, alinéa 3 du présent décret.

Chaque convocation est accompagnée de la documentation nécessaire pour la concertation.

**Art. 10.** En réunion, toute délégation a le droit de proposer des modifications à l'ordre du jour. Celles-ci, pour être effectives, doivent être acceptées à l'unanimité par les délégations présentes.

**Art. 11.** Ni l'absence d'un ou de plusieurs membres, régulièrement convoqués, de la délégation de l'autorité ni celle d'une ou de plusieurs délégations d'organes de représentation, régulièrement convoquées, ne vicie la validité de la concertation.

**Art. 12.** La concertation se termine dans le délai de trente jours à compter de celui de la réunion au cours de laquelle le point est abordé pour la première fois.

Le délai peut être prorogé de commun accord entre les délégations présentes. Le président peut réduire le délai jusqu'à dix jours s'il estime qu'un point doit être traité d'urgence.

**Art. 13.** A l'issue de la concertation, le Comité consigne les conclusions de la concertation dans un protocole mentionnant :

- Soit l'accord unanime de toutes les parties;
- Soit l'accord entre la délégation de l'autorité et la délégation d'un ou plusieurs organes de représentation ainsi que la position des autres organes de représentation;
- Soit la position respective de chaque délégation.

**Art. 14.** Le secrétaire rédige les procès-verbaux des réunions.

Le procès-verbal de chaque réunion mentionne :

- 1° L'ordre du jour;
- 2° Le nom des membres de la délégation de l'autorité, présents, excusés ou absents;
- 3° La dénomination des organes de représentation présents, excusés ou absents et le nom des membres des délégations de ces organes de représentation, qui sont présents ou excusés;
- 4° Le nom des techniciens;
- 5° Le résumé succinct des discussions.

Les procès-verbaux sont signés par le président et le secrétaire.

Ils sont envoyés aux délégations composant le Comité.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Dans les quinze jours qui suivent la réunion, une copie du protocole est envoyée, sous pli recommandé à la poste, aux membres de la délégation de l'autorité et aux organes de représentation intéressés.

§ 2. Les membres de la délégation de l'autorité et les organes de représentation disposent d'un délai de quinze jours ouvrables après l'envoi du protocole, pour communiquer leurs observations au président. La date de la poste fait foi de l'envoi.

Toutefois, sur proposition d'une délégation et après avoir entendu les autres délégations intéressées dans le délai précité de quinze jours ouvrables, le président peut modifier ce délai. Si aucune modification de texte n'est proposée dans le délai, le protocole devient définitif.

La demande de rectification est soumise par le président au Comité lors de sa plus prochaine réunion. Si aucun accord n'est trouvé, les positions divergentes sont actées au protocole.

§ 3. Une copie du protocole est adressée :

- aux Ministres ayant l'Enseignement dans leurs attributions;
- au Ministre du Budget;
- au Ministre-Président.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup> Lorsque l'examen d'une question est propre soit à l'enseignement officiel subventionné soit à l'enseignement libre subventionné, le président du comité de concertation peut décider de la confier à un sous-comité.

Ce sous-comité est composé de la délégation de l'autorité et des représentants du réseau d'enseignement visé au sein de la délégation des organes de représentation.

§ 2. Lorsque l'examen d'une question est propre soit à l'enseignement confessionnel soit à l'enseignement non-confessionnel, le président du comité de concertation peut décider de la confier à un sous-comité.

Ce sous-comité est composé de la délégation de l'autorité et des représentants des organes de fédération des pouvoirs organisateurs concernés visés au sein de la délégation des organes de représentation.

§ 3. La procédure de concertation prévue au présent chapitre s'applique mutatis mutandis aux réunions des sous-comités créés par les §§ 1<sup>er</sup> et 2 du présent article.

#### CHAPITRE IV. — *Disposition finale*

**Art. 17.** Le présent décret entre en vigueur au jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 juillet 2006.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,  
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique  
et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,  
M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,  
Cl. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

—————  
Note

*Session 2005-2006.*

*Documents du Conseil.* Projet de décret, n° 284-1.

Amendements de commission, n° 284-2.

Rapport, n° 284-3.

*Compte-rendu intégral.* Discussion et adoption. Séance du mardi 18 juillet 2006.

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 3412

[2006/202819]

#### 20 JULI 2006. — Decreet betreffende het overleg van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de Inrichtende Machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde P.M.S.-centra

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** § 1. Dit decreet is van toepassing op de inrichtende machten van het onderwijs en van de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde P.M.S.-centra, met uitzondering van de inrichtende machten van het niet-universitair hoger onderwijs overeenkomstig artikel 5 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

§ 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° Vertegenwoordigingsorganen : de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en van de door de Regering erkende P.M.S.-centra die aan de criteria van artikel 5 bis van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving beantwoorden;

2° Comité : het comité voor het overleg tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde P.M.S.-centra die erkend worden door de Regering zoals ingevoerd bij artikel 3 van dit decreet.

**Art. 2.** Het gebruik in dit decreet van mannelijke namen voor de verschillende ambten is gemeenschaptig en is bedoeld om de leesbaarheid van de tekst te verhogen, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep, ambt, graad of titel.

HOOFDSTUK II. — *Het overlegcomité*

**Art. 3.** Er wordt een comité opgericht voor het overleg tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde P.M.S.-centra die door de Regering erkend worden.

**Art. 4.** Worden genomen, na overleg van het comité en voor zover ze een rechtstreekse invloed hebben op de actie van de inrichtende machten, de normatieve teksten die opgesteld worden in het kader van het algemene beleid voor de volgende onderwerpen :

- a) De prioritaire opdrachten van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren die erop gericht zijn om ze te vervullen;
- b) De algemene studierichtingen, de opdrachten, de organisatie van P.M.S.-centra;
- c) De algemene studierichtingen of de duur van de studies;
- d) De algemene structuur en de organisatie van het onderwijs;
- e) De voorwaarden tot toelating, inschrijving, herinschrijving, uitsluiting, toegang en overgang van de leerlingen of studenten;
- f) Het algemeen reglement van de studies en examens, daar waar ze bestaan;
- g) De regeling van het aanbod inzake onderwijs, de programmering, de plaatsen en de regels van het overleg, de normen inzake de oprichting en het behoud;
- h) De wijze van omschrijving en herziening van de basis- en eindvaardigheden en van de kennis;
- i) De nadere regels voor de goedkeuring van onderwijs- en activiteitenprogramma's door de Regering;
- j) De externe evaluatie;
- k) Het beleid inzake positieve discriminatie;
- l) De subsidiëring en de nadere regels ervan;
- m) De wijzen van nazicht en bekendmaking van de jaarrekening voor zover ze bijkomende regels zouden opleggen aan de regels die al van toepassing zijn en die eigen zijn aan de juridische aard van de inrichtende machten;
- n) De financiëring van gebouwen;
- o) De nadere regels voor het gratis onderwijs en de toepassing ervan;
- p) Het beleid, de verdeling en de terbeschikkingstelling van de specifieke uitrustingen van de onderwijsinrichtingen;
- q) De sociale en andere voordelen toegekend aan de scholen;
- r) De financiëring, de werking en de uitrusting van de inrichtende machten met inbegrip van de winst en de globale verdeling van GECO-overeenkomsten (gesubsidieerd contractueel), APE-contracten (arbeidspromotie), PTP-contracten (programma voor beroepsdoorstroming)...;
- s) De statutaire regels van het gesubsidieerde personeel;
- t) De reffectatie en het beheer van de tewerkstellingen;
- u) De opleiding van de personeelsleden tijdens de loopbaan.

**Art. 5.** § 1. Het overlegcomité van de inrichtende machten van het onderwijs is samengesteld uit een delegatie van de overheid en uit een delegatie van de vertegenwoordigingsorganen.

§ 2. De overheidsdelegatie, met inbegrip van de voorzitter en, in voorkomend geval, de vice-voorzitter(s), bestaat uit hoogstens 10 leden.

De overheidsdelegatie bestaat uit de Ministers tot wier bevoegdheid het Onderwijs behoort, de Minister van Begroting of hun behoorlijk gemachtigde vertegenwoordigers.

De andere leden van de overheidsdelegatie worden door de voorzitter gekozen uit de personen die, ongeacht de hoedanigheid, bevoegd zijn om de Regering van de Franse Gemeenschap te verbinden.

De voorzitter en de vice-voorzitter(s) worden door de Regering aangesteld. Ze kunnen zich laten vervangen door een behoorlijk gemachtigde vertegenwoordiger.

De overheidsdelegatie kan zich laten begeleiden door technici. Het aantal technici kan evenwel het aantal aanwezige leden niet overschrijden.

§ 3. De delegatie van de vertegenwoordigingsorganen bestaat uit 10 leden. Elk vertegenwoordigingsorgaan kiest vrij zijn vertegenwoordigers.

De delegatie is samengesteld uit hoogstens :

- 4 leden die het "Secrétariat général de l'Enseignement catholique" vertegenwoordigen;
- 1 lid dat de "Fédération des Etablissements Libres Subventionnés Indépendants" vertegenwoordigt;
- 3 leden die de "Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces" vertegenwoordigen;
- 2 leden die de "Conseil des Pouvoirs organisateurs de l'Enseignement Officiel Neutre Subventionné" vertegenwoordigen.

De delegatie van de vertegenwoordigingsorganen kan zich laten begeleiden door technici. Het aantal technici van elke delegatie kan evenwel het aantal leden die deze laatste samenstellen, niet overschrijden.

**Art. 6.** De voorzitter zorgt voor de goede werking van het Comité en stelt de secretaris aan, alsook de administratieve dienst die het secretariaat regelt. Het Comité stelt zijn huishoudelijk reglement op. Dit reglement wordt door de Regering goedgekeurd.

HOOFDSTUK III. — *De overlegprocedure*

**Art. 7.** Een vraag wordt tot overleg binnen het bevoegde comité voorgelegd op initiatief van de overheid of een vertegenwoordigingsorgaan.

Met het oog op het overleg ontvangen de vertegenwoordigingsorganen al de nodige documentatie.

**Art. 8.** De voorzitter stelt de agenda op, rekening houdend met de initiatieven bedoeld in artikel 7 van dit decreet. Hij bepaalt de datum van de vergaderingen. Hij leidt de debatten en verzekert het goede verloop van de vergaderingen.

De agenda vermeldt in welke beide termijnen bedoeld in artikel 12, het overleg dient te worden beëindigd.

**Art. 9.** De secretaris verstuurt de oproepingsbrieven met de agendapunten naar de leden van zowel de overheidsdelegatie als de vertegenwoordigingsorganen en dit minstens tien werkdagen vóór de datum van de vergadering.

Wanneer de voorzitter het dringend acht, kan hij de termijn tot drie werkdagen beperken, zonder dat dit noodzakelijkerwijs tot de toepassing leidt van artikel 12, derde lid van dit decreet.

Iedere oproepingsbrief gaat gepaard met de noodzakelijke documentatie voor het overleg.

**Art. 10.** Tijdens de vergadering heeft iedere delegatie het recht om wijzigingen betreffende de agenda voor te stellen. Om van toepassing te zijn, dienen deze wijzigingen unaniem door de aanwezige delegaties te worden aanvaard.

**Art. 11.** Noch de afwezigheid van één of meer leden van de overheidsdelegatie die regelmatig worden opgeroepen, noch de afwezigheid van één of meerdere delegaties van de vertegenwoordigingsorganen die regelmatig worden opgeroepen, leidt tot de ongeldigheid van het overleg.

**Art. 12.** Het overleg wordt beëindigd binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de dag van de vergadering waarin het punt voor de eerste maal werd aangesneden.

De termijn kan bij onderlinge overeenstemming tussen de aanwezige delegaties worden verlengd. De voorzitter kan de termijn tot tien dagen beperken, wanneer hij de bespreking van een punt dringend acht.

**Art. 13.** Na het overleg neemt het Comité de conclusies van het overleg in een protocol op dat het volgende vermeldt :

- ofwel het unanieme akkoord van alle partijen;
- ofwel het akkoord tussen de overheidsdelegatie en de delegatie van één of meerdere vertegenwoordigingsorganen, alsook het standpunt van de andere vertegenwoordigingsorganen;
- ofwel het respectievelijke standpunt van iedere delegatie.

**Art. 14.** De secretaris stelt de notulen op van de vergaderingen.

De notulen van iedere vergadering vermelden :

- 1° de agendapunten;
- 2° de naam van de leden van de overheidsdelegatie die aanwezig, verontschuldigd of afwezig zijn;
- 3° de namen van de vertegenwoordigingsorganen die aanwezig, verontschuldigd of afwezig zijn en de naam van de leden van de delegaties van deze vertegenwoordigingsorganen die aanwezig of verontschuldigd zijn;
- 4° de naam van de technici;
- 5° de beknopte samenvatting van de besprekingen;

De notulen worden door de voorzitter en de secretaris ondertekend.

Ze worden aan de delegaties verstuurd waaruit het Comité is samengesteld.

**Art. 15.** § 1. Binnen de vijftien dagen volgend op de vergadering wordt een afschrift van het protocol, per aangetekende brief, aan de leden van de overheidsdelegatie en aan de betrokken vertegenwoordigingsorganen verstuurd.

§ 2. De leden van de overheidsdelegatie en van de vertegenwoordigingsorganen beschikken over een termijn van vijftien werkdagen te rekenen vanaf de zending van het protocol om hun opmerkingen aan de voorzitter mee te delen. De postdatum geldt als verzendingsbewijs.

De voorzitter kan deze termijn echter aanpassen, op verzoek van een delegatie en na de andere delegaties betrokken bij de voornoemde termijn van vijftien werkdagen te hebben gehoord. Wanneer geen enkele tekstwijziging binnen de termijn wordt voorgesteld, wordt het protocol overgenomen als definitieve tekst.

Het verzoek om rechtzetting wordt tijdens de volgende vergadering door de voorzitter aan het Comité voorgelegd. Wanneer geen enkel akkoord wordt bereikt, worden de uiteenlopende standpunten in het protocol opgenomen.

§ 3. Een afschrift van het protocol wordt verstuurd naar :

- de Ministers tot wier bevoegdheid het Onderwijs behoort;
- de Minister van Begroting;
- de Minister-President.

**Art. 16.** § 1. Wanneer het onderzoek van een vraag eigen is aan het gesubsidieerd officieel onderwijs, ofwel aan het gesubsidieerd vrij onderwijs, kan de voorzitter van het overlegcomité beslissen de bovenvermelde vraag aan een subcomité toe te vertrouwen.

Dit subcomité bestaat uit de overheidsdelegatie en de vertegenwoordigers van het onderwijsnet bedoeld binnen de delegatie van de vertegenwoordigingsorganen.

§ 2. Wanneer het onderzoek van een vraag eigen is aan het confessioneel onderwijs, ofwel aan het niet-confessioneel onderwijs, kan de voorzitter van het overlegcomité beslissen dit onderzoek aan een subcomité toe te vertrouwen.

Dit subcomité bestaat uit de overheidsdelegatie en de vertegenwoordigers van de federatieorganen van de betrokken inrichtende machten bedoeld binnen de delegatie van de vertegenwoordigingsorganen.

§ 3. De overlegprocedure bedoeld in dit hoofdstuk is van overeenkomstige toepassing op de vergaderingen van de subcomités die bij de § 1 en 2 van dit artikel worden opgericht.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepaling*

**Art. 17.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. Brussel, 20 juli 2006.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting en Financiën,  
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,  
Cl. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

—  
Nota

*Zitting 2005-2006.*

*Stukken van de Raad.* Ontwerp van decreet, nr. 284-1.

Commissieamendementen, nr. 284-2.

Verslag nr. 284-3.

*Integraal verslag.* Bespreking en aanneming. Vergadering van dinsdag 18 juli 2006.

---

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2006 — 3413

[2006/202822]

**30 JUIN 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les conditions d'accès aux études à l'université pour les porteurs de grades académiques délivrés hors université**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités, notamment son article 51;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 2004 fixant les conditions d'accès aux études à l'université pour les porteurs de grades académiques délivrés hors université;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 14 avril 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 2 mai 2006;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire, du 11 mai 2006;

Vu l'avis n° 40.541/2 du Conseil d'Etat, donné le 19 juin 2006, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Vice-Présidente, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le présent arrêté, on entend par :

Décret : le décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités;

Tableau des passerelles : classement des grades académiques délivrés hors université qui donnent accès aux études de deuxième cycle à l'université, en fonction des trois catégories prévues dans le présent arrêté et figurant en annexe. Les catégories sont définies en termes de conditions d'accès.

**Art. 2.** Aux conditions reprises à l'alinéa 2, les étudiants porteurs d'un grade académique de transition ou d'un grade académique de type court délivré hors université dont l'intitulé est repris sous la catégorie I du tableau des passerelles, ont accès aux études de deuxième cycle à l'université mentionnées dans la cellule correspondante de la première colonne du tableau.

L'accès au deuxième cycle à l'université est conditionné par la réussite d'une année d'études préparatoires de maximum 60 crédits.

**Art. 3.** Aux conditions reprises aux alinéas 2 et 3, les étudiants porteurs d'un grade académique de transition ou d'un grade académique de type court délivré hors université et dont l'intitulé est repris sous la catégorie II du tableau des passerelles, ont accès aux études de deuxième cycle à l'université mentionnées dans la cellule correspondante de la première colonne du tableau.

Au cours de la procédure d'admission, l'acquisition des matières prérequisées pour les études visées peut être vérifiée. Cette vérification peut consister en un examen organisé au niveau universitaire ou interuniversitaire.